les négociations seront rompues. Nous insisterons également sur les conditions relatives aux îles.

La Turquie a cependant fait un pas énorme vers l'entente

La séance du 1er janvier 1913, qui a duré près de quatre heures, de 3 heures à 6 h. 40, a marqué une étape considérable sur la route raboteuse de l'accord.

Grosso modo, le Turquie cède, en effet, sur tous les points, excepté sur la question d'Andrinople et sur celle des îles de la mer Egée.

Les contre-propositions actuelles de la Turquie peuvent se résumer ainsi :

1° *Macédoine et Epire. La Turquie cède aux alliés le territoire de la Macédoine et de l'Epire, Salonique compris. Il n'est plus question d'autonomie ni d'appel aux puissances : c'est la cession territoriale pure et simple.*

2° *Albanie. La Porte propose que le statut politique futur et les limites de l'Albanie soient réglés d'accord avec les puissances.*

3° *Vilayet d'Andrinople. La question de la délimitation du vilayet d'Andrinople, par conséquent de la frontière bulgaro-turque, est à régler avec la Bulgarie. Quant à Andrinople même, la Turquie ne peut la céder.*

4° *Iles de la mer Egée. Ces îles intéressant la défense de l'Asie Mineure et celle des Dardanelles, la Turquie ne peut s'en séparer.*

5° *Crète. La Turquie en tient, en ce qui concerne la Crète, à sa première proposition de s'en rapporter aux puissances qui tiennent cette île en dépôt.*

Comparées aux propositions des alliés, ces contre-propositions s'en écartent sensiblement.

Les alliés demandaient :

1° Thrace, Macédoine et Epire. — La cession de tous les territoires situés à l'ouest de la ligne Rodosto-Baïs de Misidia, à l'exclusion de la presqu'île de Gallipoli. La Porte veut diviser la question en deux ; elle cède sur la Macédoine et la Thrace, mais réserve la question du vilayet d'Andrinople, qu'elle veut traiter seule à seule avec la Bulgarie, et alla reposer la ligne frontière proposée à l'ouest d'Andrinople.

Les alliés ont refusé de se séparer sur ce point : C'est ensemble qu'ils ont présenté leurs revendications à la Turquie, c'est ensemble qu'ils veulent en discuter les détails. Le bloc veut continuer à s'affirmer.

2° Albanie. — Les alliés proposaient que le statut politique futur et les limites de l'Albanie fussent fixés « ultérieurement ». Il n'était pas fait mention explicite des puissances. Ils avaient bien déclaré, mais en dehors de la conférence, qu'ils s'entendraient avec les puissances pour fixer les limites de l'Albanie autonome, mais ce n'était pas une affaire qui regardait la conférence et qui était au dehors de sa sphère d'action.

3° Iles de la mer Egée et Crète. Les alliés en demandaient la cession pure et simple. La Porte veut garder les unes et remettre le sort de l'autre à la décision des puissances.

Les deux questions qui dorénavant vont dominer les débats de la conférence sont celles du vilayet d'Andrinople et plus encore celle d'Andrinople même et celle des îles de la mer Egée.

Sur chacune de ces questions intéressant l'une la Bulgarie, l'autre le Grèce, le bloc est pas se diviser ; il n'en fut rien, et les délégués turcs durent s'en convaincre une nouvelle fois.

Le fait que Rechid pacha a demandé sur ces questions de nouvelles instructions à Constantinople, prouve que les délégués turcs veulent continuer à négocier.

La situation a fait incontestablement de grands progrès.

Il ne faudrait toutefois pas en conclure que tous les obstacles sont levés.

La physionomie de la séance

M. Venizelos, à qui revenait le tour de présider, a fait procéder à la lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

Il a donné ensuite la parole à Rechid pacha, qui a annoncé que les télégrammes qui lui étaient parvenus de Constantinople depuis le dernière séance lui permettaient de compléter ses déclarations de lundi et de présenter ainsi de nouvelles contre-propositions turques.

« La Sublime Porte, dit-il, estime qu'on devrait s'en rapporter à l'avis des grandes puissances pour le règlement des affaires d'un caractère général : Albanie, Crète, Macédoine. La question d'Andrinople et celle des îles de la mer Egée seraient exceptées. »

Les délégués balkaniques déclarèrent cette proposition inacceptable. C'est avec la Porte elle-même que les Etats alliés entendent régler le résultat de la guerre qu'ils ont mené contre elle. Ils ne sauraient tolérer que leur adversaire s'abrite maintenant derrière des tiers.

On put croire à ce moment que les négociations allaient connaître une heure dangereuse, car les alliés étaient résolus à fixer à la Turquie un délai pour leur faire de véritables propositions.

Rechid pacha se leva alors et exposa que, puisque les propositions de la Porte n'étaient pas prises en considération, il tenait à prouver le désir de son gouvernement d'en arriver à une entente avec les alliés et qu'il allait présenter une autre proposition.

Il donna alors lecture des nouvelles conditions de la Turquie, et sur le désir des délégués des Etats alliés, il leur en fournit copie.

Il y eut alors une suspension de séance d'une heure environ, pour permettre aux délégués balkaniques de discuter entre eux les nouvelles conditions.

A la reprise de la séance, ils exposèrent qu'ils ne pouvaient accepter qu'on pût soustraire aux délibérations communes telle ou telle question, comme celle du vilayet d'Andrinople, ou réserver telle autre à la discussion des puissances, comme la question d'Albanie et celle de la Crète.

En ce qui concerne le premier point, les alliés estiment, aujourd'hui comme hier, que leurs revendications exposées communément doivent être examinées et défendues communément ; ils ne consentiront pas à les discuter isolément.

Après avoir déclaré cependant que la question de la frontière du vilayet d'Andrinople intéressait directement la Bulgarie, Rechid pacha, après consultation avec les délégués turcs, déclara acquiescer à ce que toutes les questions fussent examinées en commun.

Les délégués balkaniques ajoutèrent qu'en ce qui concerne les questions de l'Albanie et de la Crète, que la Turquie veut déférer aux puissances, ces questions regardant avant tout la conférence. Une fois que l'accord sera fait entre la Turquie et les alliés, ceux-ci s'entendront avec les puissances au ce qui concerne l'Albanie.

D'autre part, en sujet de la rectification de la frontière du vilayet d'Andrinople proposée par la Turquie, les alliés estiment que le vague de cette formule doit être remplacé par une indication très nette de cette nouvelle ligne frontière. Dans cet ordre d'idée, il serait très utile qu'ils pussent être mis au présence d'une carte de cette frontière dressée par le Turquie.

Quant aux îles de la mer Egée, ils insistent sur leur cession.

Rechid pacha déclara alors qu'il allait en référer à son gouvernement sur les points encore divergents. Il espérait recevoir, avant vendredi, des instructions de Constantinople ; si elles ne lui étaient pas parvenues à cette date, il le ferait savoir, et un nouvel et court ajournement serait proposé.

Voici la réponse faite par M. Venizelos au nom des alliés :

1° *Les alliés prennent note de la cession des territoires situés à l'ouest du vilayet d'Andrinople à la condition expresse que cette cession s'applique non seulement aux territoires occupés, mais aussi au territoire qui n'est pas complètement occupé.*

Les alliés s'en tiennent à leur proposition antérieure en ce qui concerne l'Albanie.

2° *La proposition de la Turquie au sujet du vilayet d'Andrinople est inacceptable parce qu'elle implique des accords séparés et, de plus, elle ne concède pas le territoire demandé.*

Les propositions ottomanes au sujet des îles de la mer Egée et de la Crète sont également inacceptables.

Les alliés maintiennent leur première proposition au sujet de la cession de ces îles et de l'abandon de tous les droits de la Turquie en Crète.

Les ambassadeurs se réunissent aujourd'hui

L'impression dans les milieux diplomatiques de Londres est que, aujourd'hui jeudi, la réunion des ambassadeurs sera en mesure de faire d'importantes déclarations au sujet des négociations entre l'Autriche et l'Italie relativement à Scutari et aussi au sujet de la démobilisation de l'Autriche.

La Roumanie négocie directement avec la Bulgarie

Le gouvernement roumain a été informé hier officiellement par le gouvernement bulgare que M. Daneff avait reçu pleins pouvoirs pour négocier avec M. Misu, ministre de Roumanie à Londres, au sujet des questions en suspens entre les deux pays et même conclure un arrangement portant sur ces questions : l'affaire se trouva ainsi entrer dans cette phase que le gouvernement roumain désirait voir s'ouvrir depuis la suspension des hostilités.

La *Neue Freie Presse* apprend que le gouvernement bulgare a déjà été informé des prétentions de la Roumanie ; il s'agit de la cession d'un territoire d'environ 3 000 kilomètres carrés et de la protection des droits nationaux des Koutzo-Valaques.

Prochaine rencontre des premiers ministres de Serbie et de Bulgarie

Aujourd'hui, le premier ministre de Serbie, M. Pachitch, doit se rencontrer à Nish, avec le premier ministre bulgare, M. Guechoff. Les deux hommes d'Etat examineront l'attitude à prendre au cas d'une reprise des hostilités, ou d'autres complications qui viendraient à se produire dans les Balkans.

L'incident serbo-italien a Durazzo est clos

Le consul d'Italie à Durazzo a reçu une réponse à sa note relative à l'incident du *Caprera*.

L'intention du capitaine du port était d'opérer une visite à bord de ce bâtiment, le commandant n'ayant pas fait connaître le motif pour lequel il prolongeait son séjour, mais il ne voulait nullement empêcher une communication entre le paquebot et le consulat. Le consul ayant affirmé que la *Caprera* restait pour assurer les communications télégraphiques, les autorités serbes n'avaient plus aucune objection à soulever et considèrent l'incident comme clos.

Nouvel effort militaire serbe

Suivant les journaux de Belgrade, les territoriaux appartenant au dernier ban ont été appelés sous les drapeaux.

Roumanie et France

M. Poincaré a reçu mercredi matin, à son domicile particulier, M. Take Jonesco, ministre de l'intérieur de Roumanie, qui se rend à Londres, soi-disant pour y passer les fêtes du nouvel an.

La crise sardinière

M. de l'Estourbeillon, député du Morbihan, a avisé le ministre de la Marine de son intention de l'interpeller sur « la situation déplorable de la pêche côtière, la misère effroyable que va déchaîner sur nos côtes bretonnes la fermature annoncée des usines sardinières et les mesures que compte prendre le gouvernement pour parer à cette éventualité ».

LA R. P. SCOLAIRE EN MARCHE

Angers répond noblement au sectaire Barot

La *Croix* a annoncé que le nouveau maire radical-socialiste d'Angers s'est fait voter 3 000 francs pour frais de représentation, et a refusé d'allouer, comme précédemment, une somme de 4 000 francs pour fourniture d'aliments et de vêtements aux enfants pauvres des écoles libres. Immédiatement Mgr l'évêque d'Angers a ouvert une souscription et s'est inscrit en tête pour 500 francs. Un député de Maine-et-Loire, M. Laurent Bougère, a, dès le lendemain, clos la souscription en versant à Sa Grandeur la somme de 3 500 francs. Bravo les Angevins !

Ce que disent les journaux

La « pleine et définitive déliquescence »

M. Maurice Allard mène, avec sa verve habituelle, le deuil du radicalisme, dans l'*Humanité* :

L'année politique qui vient de finir fut, pour le grand parti radical et radical-socialiste, celle de la pleine et définitive déliquescence.

Il ne trouva personne pour remplacer Brisson à la présidence de la Chambre, et Deschanel fut élu. Quand le Cabinet Caillaux tomba, on fit appel à Poincaré pour constituer le nouveau ministère, où les renégats Briand et Millerand brillent comme des étoiles de première grandeur et où la radical Steeg, ministre de l'intérieur, joue le personnage peu noble de celui qui opine toujours du bonnet.

En reniant tout ce qui avait jadis constitué son programme, le parti radical avait, d'ailleurs, perdu toute sa raison d'être. Il ne pouvait que se liquéfier et se fondre dans les autres partis bourgeois. Et, comme il n'est point riche en hommes de premier plan, les portefeuilles et les hautes fonctions devaient lui échapper un jour et passer dans les mains des doctrinaires du modérantisme ou dans celles des anciens révolutionnaires touchés de la grâce capitaliste.

Les opinions n'ont rien à voir dans tout cela. Dans le monde parlementaire, il n'y a plus d'opinions. Mais les radicaux, comme on dit, marquent mal. Ils ont des allures de mequignons ou d'hommes d'affaires véreux. Ils ne savent, ni dissimuler leurs appétits, ni secouer les relents du Café du Commerce, ni poudrer la redingote élégante qui les transformerait en hommes d'Etat aux yeux des directeurs du *Temps* et du *Gaulois*. Ils fréquentent chez Rochette ou chez Velensi et négligent trop les belles relations qui rendent les hommes politiques immédiatement aptes, quel que soit leur passé, à gouverner une nation.

Cette infériorité, autant et peut-être plus que l'abandon de leur programme, tend de plus en plus à exclure le radicalisme des hautes charges de l'Etat bourgeois. Et c'est pourquoi se reproduit, à l'occasion de l'élection du président de la République, ce que nous avons déjà vu lors de l'élection de la présidence de la Chambre.

Tandis que s'affirment déjà des candidatures opportunistes et modérées, les radicaux n'ont personne à présenter. Leurs journaux ne peuvent mettre en avant aucun nom qui soit opposable à ceux de MM. Poincaré, Ribot et Deschanel, déjà candidats. Ils en sont réduits à placer toutes leurs espérances en MM. Pams ou Dubost, le premier dont les richesses, supérieures à celles du Job de la Bible, éblouissent les membres du cercle Mascurand, le second recommandable surtout par le vide de sa pensée et le néant de son bagage parlementaire.

Il n'est pas jusqu'au refus de M. Léon Bourgeois qui ne vienne accabler ces malheureux radicaux. M. Bourgeois, distingué par son esprit et par son affabilité, net de toute tare financière, lettré et teinté de philosophie, était la *rara avis* qu'ils croyaient pouvoir mettre en avant. Mais, si radical qu'il puisse être, M. Bourgeois connaît trop les radicaux pour pouvoir les aimer. Il est radical à distance, et son plus grand soin est de ne point laisser approcher trop près de lui les hommes de son parti. Il ne les aime ni ne les goûte. Leur grossièreté avide et rapace l'épouvante. Il est bien trop athénien pour vouloir se frotter à leur béotisme d'aventuriers de bas étage, plus propres aux commerces les plus illicites qu'à la direction des affaires publiques.

Aussi, dès que les radicaux lui offrirent la candidature, s'empressa-t-il de la refuser. Mais, comme il est poli et bien élevé, il s'entoura de lampes voilées, but de la tisane et prétexta sa santé. En réalité, sa santé n'est pas plus mauvaise que celle de M. Ribot qui, né en 1842, n'en marche pas moins gaillardement à la conquête du fauteuil présidentiel.

Mais M. Bourgeois a compris que, présenté par les radicaux et nommé par les radicaux, il serait, à la présidence, le prisonnier de ces mêmes radicaux, c'est-à-dire le prisonnier de la horde brutale et vorace qui, pour satisfaire ses appétits, saigne la France à blanc, lui impose un budget de 5 milliards.

Il a compris que, s'il était élu, la horde envahirait l'Elysée et y transporterait ses comptoire de concessions, d'émissions, de pots-de-vins et de décorations, qu'il ne serait plus lui-même qu'un pavillon destiné à couvrir tous ces sales trafics et que le septennat qu'on lui offrait ne serait pour lui qu'une longue période de hontes et de dégoûts. Et c'est pourquoi M. Bourgeois, dont l'estomac délicat se refuse à digérer des couleuvres, c'est défilé, ce dont on ne saurait trop le louer, mais ce dont il aura un jour à se repentir, car les radicaux ne sont pas hommes à oublier et à pardonner le geste honorable qu'ils eppellent une défection.

Est-ce la fin des coups d'Agadir?

Kiderlen est mort. Il ne prolongeait pas la grande politique de Bismarck. A celle-là, une autre a succédé depuis quelque temps, celle des réalisations ; elle se poursuit en dépit des traités. M. Jacques Bainville écrit dans l'*Action Française* :

Une génération lui a succédé qui a été bien plus que lui convaincue que peu de questions européennes valent les os d'un grenadier poméranien, mais qui a été pressée de récolter, de « réaliser » et de jouir. C'est une génération de gens d'affaires qui raisonne un peu à l'américaine. A quoi bon engloutir chaque année dans l'armée et dans la marine des centaines de millions enlevés à l'outillage industriel, si tout cet argent doit rester improductif ? Ainsi pense le *businessman*, et le *businessman* est puissant dans l'Allemagne contemporaine. Son point de vue a fini par l'emporter, et M. de Bethmann-Hollweg lui-même l'a développé d'un passé dans un de ses discours au Reichstag.

De cet état d'esprit est née la méthode, devenue tout à fait claire depuis le coup d'Agadir, qui consiste à extorquer à ses voisins ceci ou cela, le pied ou l'aile, le Congo ou autre chose, à l'aide de la menace de guerre. On serait les premiers fâchés, les plus surpris et les plus ennuyés, peut-être, si la guerre, par surprise, éclatait. Cependant, le procédé rapporte et la tentation est vive de l'étendre, d'en multiplier les applications. Vraie politique de marchands. Ce n'est pas, du reste, une raison pour la mépriser. Mais nous sommes peu étonnés quand on nous dit que Guillaume II n'a pour elle qu'un goût médiocre. Elle a beau être productive, ce n'est pas cela qui flatte un amour-propre impérial. Cela ne flatte pas non plus un amour-propre national, témoin le mécontentement de l'Allemagne quand on lui apporte les deux tiers de notre Congo, sur lesquels pourtant notre M. Lebrun avait amèrement pleuré.

Qui sait cependant s'il n'était pas été possible d'en céder moins encore de ce Congo, et même de n'en rien céder du tout ?

On ne saurait mieux commémorer le souvenir de M. de Kiderlen, — ce Croquemitaine, cet ogre, cet épouvantail à ministres républicains — qu'en relisant le fameux *Livre Jaune* sur le Maroc. A ceux de nos lecteurs qui pourront se procurer ce document (qui ne se trouve pas dans le commerce), nous conseillons de l'ouvrir à la page 421. Ils verront là que M. de Kiderlen s'étant levé un matin de mauvaise humeur, traita M. Cambon de haut en bas et lui adressa même ces menaces : « Si l'on veut rendre la conversation impossible, nous reprendrons notre liberté d'action, nous demanderons l'application intégrale de l'acte d'Algésiras et nous irons au besoin jusqu'au bout. »

Si M. de Selves et M. Caillaux avaient pu entendre des paroles aussi audacieuses, ils se fussent évanouis de terreur. Eh bien ! ces paroles, M. de Kiderlen-Waechter ne les releva pas. Il parut même soudainement calmé. Et la conversation, commencée dans l'orage, s'acheva sur ces propos conciliants qui tombèrent de la bouche du Souabe radouci : « Je crois que nous ne demanderons que des choses raisonnables ; nous nous désintéresserons du Maroc ; je crois que les gens sensés pourront être satisfaits de notre accord chez vous et ici. »

Tout cela ne veut pas dire qu'un jour ou l'autre la politique de l'intimidation ne mènera pas l'Allemagne, très loin, et, comme disaient le ministre de Guillaume II et l'ambassadeur française en juillet 1911, « jusqu'au bout ». Nous sommes persuadés, notamment, que l'envahissement du territoire français par des sujets allemands, l'occupation de notre sol et de notre sous-sol par de puissantes Sociétés allemandes, finiront par donner lieu aux plus graves difficultés diplomatiques entre les deux pays. La République, en ne se conformant pas au sage principe qui recommande de faire obstacle au commencement des maux, s'expose à des graves conflits. Car la politique mercantile et la diplomatie des gens d'affaires ne sont pas sans dangers. Voilà pourquoi si, comme tout le donne à penser, le successeur de M. de Kiderlen continue sa méthode, nous pouvons nous attendre au retour des querelles et des « histoires ». Monsieur Zimmermann, le crois qu'on se reverra.

Çà et là

Morts d'hier

Le vice-amiral Martin, en retraite, 80 ans, à Paris. — Le général en retraite Bongarçon, 79 ans, à Grenoble. — M. Galli, vice-président du Conseil général de Seine-et-Oise et ancien maire de Carrières. — Mme Veve Prailliery, à Coursan (Aude), 101 ans.

M. Carolus-Duran quitte la villa Médicis

M. Carolus-Duran, directeur de la villa Médicis, a fait connaître officiellement qu'il résignait ses fonctions directoriales.

M. Carolus-Duran avait succédé à Guillaume, le grand sculpteur. Le départ de M. Carolus-Duran sera certainement regretté à Rome où le grand artiste avait continué les traditions d'aménité et de distinction de son prédécesseur.

Quel sera son successeur? Plusieurs noms sont chuchotés dans le monde artistique, notamment ceux de MM. Albert Besnard, l'illustre peintre, et Charles Widor, le célèbre compositeur de musique.

Les aveugles téléphonistes

Les journaux américains signalent que la Société des téléphones de Baltimore, ayant essayé, il y a quelque temps, de prendre comme employée une jeune fille aveugle, fut tellement satisfaite de ses services qu'elle a actuellement comme employées douze jeunes aveugles. On considère que leur service est supérieur à celui de leurs collègues, et les directeurs croient qu'il y aurait dans ce domaine un débouché intéressant pour les aveugles.

Un Saint-Nicolas bien moderne

On mande de San-Francisco que 12 000 enfants étaient rassemblés dans le parc municipal, à l'occasion de la fête de Noël et chantaient des chants de Noël, quand Saint-Nicolas apparut en aéroplane, atterrit dans le parc et se mit à procéder à la distribution des jouets et cadeaux qui étaient préparés.

La doyenne de l'empire allemand

Ces jours derniers, la femme d'un ouvrier, nommée Hedwige Stowna, a atteint l'âge de 118 ans ; d'après des actes authentiques, elle est née en 1794, dans le village de Do-Zuwno, arrondissement de Mésérits, en Posnanie. Elle est la plus ancienne personne de la province, et sans doute aussi de toute l'Allemagne. Jusqu'en ces derniers temps, où elle a été atteinte d'une attaque, la bonne vieille vaquait elle-même aux soins de son ménage.

M. Fernand David, accompagné de sa famille, vient d'arriver à Antibes pour y séjourner une quinzaine de jours.

Réunions et Conférences

Annonces des conférences

Tournée en Charente-Inférieure par Mme Fauntin, présidente départementale ; le 5 janvier, à *Le Gué-d'Allère* ; le 12, à Ste-sur-Mortenne ; le 19, à Saint-Clers-Champagne ; le 26, à Bourgneuf.

Toutes les Françaises parisiennes sont invitées à se réunir le 8 janvier, 16, rue des Saints-Pères, à 3 heures, afin de présenter leurs vœux à S. Em. le cardinal Amette, archevêque de Paris.

SANCTUAIRE DE NOTRE-DAME DE LOURDES

Dimanche, en la salle Saint-Jean, à Lyon, un auditoire nombreux et très élégant se pressait pour entendre la conférence donnée par Mlle Paule de Montesson-Brachet, qui, dans un discours d'une haute tenue littéraire, traita du rôle de la femme chrétienne dans la société contemporaine. Comme ce en merveilleux triptyque, elle a présenté la femme priante, agissante et souffrante.

M. le marquis Jean de Fulcrand présenta l'œuvre de Notre-Dame de Lourdes aux Ibérets, montrant tout le bien déjà fait par cette œuvre et le bien avenir que la Providence lui réserve. Avec son grand talent d'orateur, il toucha le cœur des auditeurs en faveur de ce sanctuaire encore bien pauvre.

Mme Vérins-Roumillon, premier prix du Conservatoire de Paris, et Mme de Yrigoyti de Flandre, charmèrent le public par leur merveilleux talent de violoniste et de pianiste. La séance se termina par un chœur brillamment enlevé.

LIGUE DES FEMMES FRANÇAISES

Pas-de-Calais. — A Auchel, 800 hommes groupés dans la salle des Œuvres, ont applaudi la conférence de Mlle d'Héricourt. A signaler la propagande faite par les prosélytes, qui vendaient ouvertement leur journal à la porte de la salle. On les expulsa de la cour, la rue leur appartenait. Avec une discipline parfaite, le mot d'ordre donné par la conférencière fut exécuté. Les vingt premières femmes ayant refusé le journal, le colporteur protestant dut s'en aller.

A Floringhem, fondation d'une nouvelle section après une conférence de Mlle d'Héricourt, sur le but de la Ligue.

NOS AMIS DÉFUNTS

JÉSUS, MARIE, JOSEPH

(Indulg. 7 ans et 7 quarant., applic. aux défs)

Mme Louise-Ernestine Maillard, Fille de la Charité de Saint-Vincent de Paul, décédée à Pékin, dans la 40e année de son séjour en Chine et la 20e de sa vocation religieuse. — Mme Charles Barbe, née Bélesta, 78 ans, tante de M. le curé de Carcasson (Ariège), et d'une Fille de la Charité. — Le chef d'escadron d'artillerie Languejin, 56 ans, à Lavaur, près de Tulle (Corrèze). — Etait un officier des plus distingués et d'un brillant avenir. Ses obsèques ont été célébrées, en la cathédrale de Tulle, au milieu d'une très nombreuse assistance. — M. Hubert de Gasseart, 9 ans, à Constantine (Algérie). — M. Isidore Hermenet, fidèle lecteur, père de M. le curé de Vanzeroux (Deux-Sèvres), 83 ans, à Saint-Denis (Vendée). — M. l'abbé Chaldebas, curé de Malze (Meurthe-et-Moselle), propagateur dévoué. — M. l'abbé Marcel Leclant, Tertiaire de Saint-François, ancien aumônier de la Visitation, de Poitiers. — Mme la comtesse Henri de l'Escale, née Magdeleine de Kervenoaël, à Pontivy. — M. Auguste Sévette, lecteur assidu, à Auray, 65 ans. — M. Albertin, 81 ans, père de M. le curé de Germiny (Meurthe-et-Moselle), et de dix autres enfants, dont deux religieux et deux religieuses. — Mlle Pauline Cabanel, 48 ans, du Tiers-Ordre de Saint-François, du Saint-Rosaire et du Suffrage, fidèle abonnée, à Vias (Hérault).

NOUVEAU CHANOINE

Nous sommes heureux de féliciter M. l'abbé Sage, directeur de la *Croix de Pisère*, que Mgr Maurin vient de nommer chanoine honoraire.

Informations du soir

Le président de la République a reçu cet après-midi, à 4 heures, le prince de Leuchtenberg.

ECHANGE DE TÉLÉGRAMMES DE FÉLICITATIONS

M. Daneff, plénipotentiaire du gouvernement bulgare à Londres, a adressé à M. Poincaré le télégramme suivant : « Au seuil de la nouvelle année, je m'empresse de présenter mes vœux les plus sincères pour le président de la France qui a témoigné tant de sympathie bienveillante à mon pays et de valeur son énergique chef du gouvernement. »

M. Poincaré a répondu : « Vos aimables vœux pour la France m'ont très sincèrement touché ; je vous en remercie de tout cœur et vous adresse ceux que je forme de mon côté pour la Bulgarie. Veuillez recevoir également mes meilleurs souhaits pour vous-même. »

LES GRECS A CHIO

On mande de Chio, que les pourparlers entre les notables musulmans et les Turcs pour leur reddition ayant échoué devant l'intransigeance du commandant turc, hier devaient commencer les opérations grecques en vue de l'assaut des positions fortifiées des Turcs, concentrés sur le mont Pitios.

On s'attend à une prochaine rencontre décisive.

LES FUNÉRAILLES DE M. DE KIDERLEN-WÆCHTER

Berlin, 2 janvier. — Cet après-midi, vers 3 heures, a eu lieu à Stuttgart, l'enterrement de M. de Kiderlen, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

On remarquait dans l'assistance le chancelier de l'Empire, M. de Bethmann-Hollweg, M. Pichon, ambassadeur d'Italie, représentant le corps diplomatique.

Le chancelier a déposé sur le cercueil, au nom de l'empereur et de l'impératrice, une magnifique couronne de fleurs.

LA SUCCESSION DE M. DE KIDERLEN-WÆCHTER

Berlin, 2 janvier. — Selon le *Journal de Berlin* à midi, M. Zimmermann serait désigné des milieux de santé et prié l'empereur de ne point le considérer comme sortant au poste de secrétaire d'Etat à l'office des Affaires étrangères.

Le nom le plus cité est celui de M. de Jagow, ambassadeur à l'Allemagne à Rome. M. de Jagow a fait presque toute sa carrière diplomatique en Italie. Il est né à Berlin en 1863. La nomination du nouveau secrétaire d'Etat ne sera probablement connue avant l'après-midi de demain.

LA SITUATION POLITIQUE EN ESPAGNE

Madrid, 2 janvier. — La réunion des anciens ministres conservateurs, ajournée à vendredi, aura lieu chez le général Azcarraga. — Le marquis de Figueroa, ancien ministre de la justice, a donné sa démission de conseiller d'Etat.

Quelques députés conservateurs, parmi lesquels MM. Gonzalès Rosada, ancien ministre des Finances, et Date, ex-président du Congrès, ne sont pas disposés à suivre leurs collègues dans leur retraite.

Les journaux commentent diversement la retraite de M. Maura, mais tous n'admettent à déclarer que la situation politique intérieure est d'une gravité exceptionnelle.

M. Vazquez Arella, chef du parti libéral, le composé de « une étincelle dont une dynamite est cassée ».

LE TSAREVITCH EN ITALIE

Rome, 2 janvier. — On prétend que le tsarevitch viendra prochainement en Italie pour passer plusieurs mois dans la Méditerranée.

Ce déplacement est conseillé par les médecins.

LE PAQUEBOT « GASCOGNE » SECOURU PRES DE L'EXPERE

Bordeaux, 2 janvier. — Le paquebot *Gascogne*, courrier de la Plata et de la République Argentine, dont le départ avait été retardé par suite d'avaries de machines, avait quitté Pauillac hier soir, à 9 heures, pour sa destination, lorsque entre 10 h. 1/2 et 11 heures, il s'échoua, par suite de la brume, dans le chenal de Goulée, près de Lesparre.

BANQUE EN FAILLITE

Une des plus vieilles banques nantaises, la banque Brossaud, vient d'être déclarée en faillite. Le passif serait des plus élevés. Cette nouvelle cause à Nantes la plus vive émotion.

M. J. Brossaud était président de la Société des courses de Nantes.

LISEZ, PROPAGEZ — FAITES LIRE —

Le Fascinateur

Illustré

Organe des Œuvres Photographiques de Propagande.

Le seul revue qui traite à la fois de la Photo, du Cinématographie, de la Photographie et de la Polygraphie.

France et Algérie 5 francs

Union postale : 6 fr.

MAISON DE LA BONNE PRESSE, 5, r. Bayard, Paris

Les corsaires du Louvre

La chasse à l'homme

Il allait être minuit ; bien qu'on ne fût qu'aux derniers jours de septembre, la température était déjà fraîche, comme du reste à Paris à cette époque. Les quais étaient déserts, une petite bise désagréable soufflait le long de la Seine.

Un homme revêtu d'une capote sombre venait de franchir à pas pressés le pont des Saints-Pères et tournait à la même allure sur le quai Malaquais. Un autre passant marchait vite derrière lui, environ à cinquante pas. Il était évident qu'il suivait l'autre, car, à un moment, un fiacre passa entre les deux, et celui qui était derrière fit un bond de l'autre côté de la chaussée, afin que la voiture ne lui masquât point, ne fût-ce qu'une minute, celui qu'il paraissait tout tenir à « filer ».

La poursuite, cependant, ne dura pas longtemps, et c'est sans doute parce qu'il sentait venir le terme de la course que l'homme qui filait redoublait de vigilance. Cette vigilance fut récompensée.

Il parvint à voir très distinctement l'inconnu entrer dans une maison du quai Malaquais. Il prit le galop et, la porte se refermait à peine qu'il était déjà lui aussi sur le seuil. Il n'entra pas, mais collant simplement son oreille sur le bois, il écouta. Très distinctement, il put entendre ouvrir puis refermer une porte voisine sur la gauche du couloir. L'homme entrait dans la magasin du rez-de-chaussée.

L'observateur fit quelques pas et se mit en écoutes contre la devanture. Il n'y avait pas d'erreur, on marchait à l'intérieur. Puis le même bruit de porte refermée se fit entendre, les mêmes pas dans le corridor qui se rapprochaient, l'homme allait sortir de nouveau.

Notre indiscret n'eut que le temps de se redresser et de se mettre au marche de l'allure d'un monsieur qui passe par là, par hasard, juste au moment où l'on sort.

Les deux hommes se croisèrent donc sur le seuil.

— Pardon, Monsieur, dit du ton le plus naturel du monde celui qui avait épié l'autre ; la gare du quai d'Orsay, je vous prie ?

— Tout droit devant vous, Monsieur, continuez, répondit l'autre.

— Pourriez-vous me dire l'heure ?

— Minuit cinq, fit l'inconnu en tirant sa montre avec les précautions d'usage en cette occurrence c'est-à-dire la main gauche en cette occurrence, c'est-à-dire la main gauche au gousset, l'autre sur la crosse d'un revolver.

— Merci, Monsieur, répondit tranquillement Jean Ferval, qui n'avait nul besoin qu'on lui indiquât la gare et qui savait l'heure.

Il avait voulu simplement s'assurer que l'homme qu'il filait était bien Félix Talenton, gardien au Louvre, et que Talenton, porteur d'un paquet tout à l'heure, avait les mains vides ; ce paquet, il venait de le déposer dans la boutique du quai Malaquais.

Aussi bien, continua-t-il, pour sauvegarder les apparences, à faire quelques pas encore sur le quai, dans la direction indiquée, mais Talenton avait à peine tourné le dos sur le pont des Saints-Pères qu'il rebroussait chemin et revenait se mettre en observation sur le quai, en face le magasin, appuyé contre le parapet, entre deux caisses de bouquinistes.

Jean Ferval, pour la forme, regarda bien un peu Talenton s'éloigner, mais il n'avait aucune velléité de le suivre. Il était fixé sur celui-là maintenant, il savait bien que, parti du musée du Louvre une demi-heure auparavant, il y revenait directement continuer son service de nuit, un moment interrompu par cette course, certes, vraiment importante, au quai Malaquais.

Jean Ferval, l'agent de la maison Lucas et Cie (surveillances, enquêtes, renseignements, etc.), le policier privé, si vous aimez mieux, allait voir sa ténacité et son flair récompensés, il venait de faire une découverte capitale : Talenton détournait des objets du Louvre, la nuit, pour les porter dans un magasin du quai Malaquais.

Aussi, maintenant, toute son attention se concentrait-elle sur ce magasin qu'il remarquait pour la première fois. La devanture extérieure ne payait pas de mine, les volets étaient fatigués, la peinture noire, déjà ancienne, était toute craquelée, et laissait voir le bois en maints endroits.

Quant à l'enseigne, elle paraissait plus vieille encore que tout le reste. On pouvait y lire en lettres jadis dorées, maintenant, d'un jaune sale, ces mots : *Au Centenaire*, en majuscules encadrées de ces deux petites rubriques : « Objets d'art », « Gravures et tableaux ». Et, c'était tout, il y a vingt magasins comme celui-là dans les environs du quai.

Tout l'intérêt de la boutique était à l'intérieur. Jean Ferval était trop avisé pour ne point s'en douter ; il avait traversé la chaussée, et, pour la deuxième fois, l'oreille collée à la devanture, il écoutait.

Notre détective parisien avait l'oreille fine, mais, si fine qu'elle fût, elle ne pouvait percevoir ce qui se passait dans la boutique *Au Centenaire*.

Ce parlait, voilà ce qu'il avait été permis de constater à Ferval, et l'on parlait anglais ; il y avait là au moins deux personnes.

Jean Ferval avait vécu longtemps aux Etats-Unis ; il connaissait l'anglais, mais on parlait à voix basse et les mots ne parvenaient pas jusqu'à lui.

« Mister Smith », telles sont à peu près les seules paroles qu'il put saisir ; ce nom de Smith prononcé à plusieurs reprises semblait, d'après le ton particulier qui l'accompagnait, s'appliquer à l'un des interlocuteurs.

C'était tout ce qu'avait pu recueillir Jean Ferval.

Mais souvent il avait réussi, avec de moindres éléments, à résoudre de durs problèmes. Au cours de ses recherches véritablement algébriques, à l'aide de maigres quantités connues, il avait quelquefois résolu les X les plus ardues.

Notre homme ne persista donc plus à tâcher d'entendre ; d'ailleurs, deux agents de police apparaissaient là-bas le long du quai, et, comme il n'était d'aucun intérêt pour le moment de leur expliquer ce qu'il faisait là, Jean Ferval se hâta de reprendre une attitude un peu plus normale et se mit à faire les cent pas, sans trop s'éloigner sur le trottoir du quai.

Le « truc » de mister Smith

Avant Jean Ferval entrons *Au Centenaire*. Un modeste magasin, une arrière-boutique du brocanteur, de marchand d'objets d'arts, de tableaux et gravures, comme disait l'enseigne, les murs, les consoles, les tables encombrées d'antiquités plus ou moins authentiques, objets d'une valeur suspecte, de tableaux quelconques, vieux et autres, deux pièces d'un établissement de bric-à-brac, voilà tout ce qui composait le *Centenaire*.

Assis dans l'arrière-boutique, deux hommes causaient. Tout en parlant, ils se passaient et réexaminaient alternativement une toile encadrée, de faible dimension, *les Dieux taxes*, un Breughel du Louvre.

L'un était encore jeune, élégant, 35 à 40 ans, en habit, son pardessus posé près de lui sur une chaise. C'était celui que l'autre, un bon vieux à lunettes, le type du brocanteur, l'hôte de céans, appelait tantôt mister Smith et — ce que n'avait pu entendre Jean Ferval — tantôt M. le docteur.

Il était en visite à cette heure tardive chez M. Thomas Karfanger, « antiquité », avec lequel il causait sur le pied de la plus grande intimité, et dont l'officine lui était tout à fait familière.

— Eh bien ! Thomas, incrédule Thomas, que pensez-